**Entretien de Pierre Dardot et Christian Laval avec Modestos Siotos pour le journal « AVGI » paru le 30 novembre 2014**

**QUESTIONS**

- Dans votre nouveau livre, « Commun », en cherchant une voie alternative du néolibéralisme, vous proposez la création dans tous les secteurs de la vie sociale, économique et politique « des institutions d’autogouvernement qui auront pour finalité et pour rationalité la production du commun ». Pouvez-vous nous expliquer ce que vous entendez par « production du commun » ?

Instituer les communs est la tâche historique de notre époque. Contre le principe néolibéral de la concurrence généralisée qui vise à l’appropriation maximale des biens s’élabore et se diffuse partout dans le monde le principe politique du commun, celui de la participation directe à la décision et à la gestion de ce que nous décidons de mettre en commun à toutes les échelles de la vie sociale.

 Ce principe n’est pas une invention, il se dégage des luttes contre le néolibéralisme et ses effets désastreux sur les sociétés comme sur la nature. C’est aussi le principe qui anime de très nombreuses expérimentations collectives qui se situent en dehors du marché et de la bureaucratie étatique. La référence aux « *commons* » comme bases de reconstruction de la vie sociale et de l’organisation politique, aujourd’hui largement partagée, est pour nous un signe majeur de la recomposition aussi bien pratique que théorique de l’alternative au néolibéralisme. Cela veut dire que des collectifs s’organisent sur une base démocratique pour mettre en commun leurs intelligences et leurs forces dans le but de produire des biens ou des services indispensables à tous : c’est précisément ainsi qu’il faut entendre l’expression « production du commun ». Mettre en oeuvre le principe du commun, c’est se refuser à séparer le moyen et le but, comme cela a été si souvent le cas dans les vieilles formules bureaucratiques du communisme d’État : c’est dès maintenant, dans les pratiques quotidiennes, que s’invente la société de l’après-capitalisme. La gauche anti-néolibérale doit montrer l’exemple en se réorganisant elle-même sur cette base démocratique. En un sens, cette gauche qui est à reconstruire partout est le premier des communs à instituer : elle n’appartient à personne, elle sert à tous, elle est le produit de nos efforts et de nos espoirs.

- Qui peut réaliser ces types des changements? Quelle doit être la position d’un gouvernement de la gauche radicale face à de tels efforts ?

Aucune classe particulière n’a reçu de l’Histoire la mission de réaliser une société meilleure. La crise ouverte en 2007 aux États-Unis et dont nous subissons les conséquences a montré que l’immense majorité de la population du monde dépend aujourd’hui du capital et de la finance pour l’entretien de sa propre vie et l’avenir des générations futures. Nous sommes donc tous en tant que salariés directement concernés par le contrôle collectif des  affaires communes de la société et du monde. Tout ce que nous faisons au niveau local ou professionnel doit répondre à cet objectif, qu’il s’agisse de création d’associations nouvelles, de l’animation d’assemblées communales, de luttes pour défendre et transformer les services publics sur une base démocratique, de combats dans les entreprises capitalistes pour faire prévaloir le droit du commun compris comme un nouveau droit d’usage sur le droit de propriété. Ce qui signifie qu’il n’y a pas un site privilégié du combat pour le commun. Partout peuvent se développer des initiatives qui vont dans le sens du commun : quartier, usine, bureau, hôpital, université, etc., sont des lieux à instituer démocratiquement. La gauche radicale a essentiellement pour rôle la mise en convergence et la coordination des luttes au niveau national, européen ou mondial, vers l’objectif de l’institution des communs.

- Depuis l’éclatement de la crise, des innombrables initiatives autogestionnaires de solidarité sociale se sont développées en Grèce: des coopératives des ouvriers licenciés, des occupations et des squats qui offrent des services sociaux gratuitement, des parcs autogestionnaires, etc. Toutefois, l’État grec et les deux partis aux pouvoir ont pris une position hostile et, dans de nombreux cas, violente, face à de telles initiatives. Quelle en est la raison selon vous ?

Les partis au pouvoir en Grèce ou ailleurs défendent l’autoreproduction d’un système dit « représentatif » qui a permis la confiscation du pouvoir par des oligarchies de moins en moins « représentatives » de la société, réduites à de simples relais nationaux des puissances capitalistes mondialisées. Il est donc parfaitement compréhensible que ces partis fassent tout pour bloquer le développement des formes démocratiques d’autogouvernement de la société. Cette hostilité ne fait que traduire une peur viscérale du pouvoir face à la remise en cause du monopole de la représentation politique.

- Un des plus grands défis en Grèce est le chômage qui touche 26 % de la population et 54 % des jeunes. Comment cette réalité socio-économique peut-elle être inversée par un gouvernement de la gauche anti-néolibérale dans le contexte européen actuel ?

C’est bien le « contexte européen actuel » qui rend impossible la baisse du chômage. Il n’y a aucune issue au marasme économique dans le cadre du néolibéralisme européen car ce cadre est en lui-même un piège. Le modèle actuel est basé sur la concurrence généralisée sur le plan fiscal et social. En l’absence de possibilités de dévaluation monétaire, les plans d’ajustement structurel de Bruxelles imposent des dévaluations sociales aux effets terrifiants, particulièrement en Grèce qui est un véritable laboratoire néolibéral. Le chômage est l’un des moyens pour imposer cette destruction de toutes les protections et pour faire baisser les salaires. Un gouvernement de la gauche radicale devrait rompre avec ce cadre qui fait de la dette un instrument de discipline sociale.

- De nos jours le terme de la « révolution » semble d’avoir perdu son contenu historique. Quel avenir pour la révolution au XXIe siècle ?

Depuis des années, nous subissons la « révolution permanente » du capitalisme et de la finance. Les oligarchies dominantes ne cessent de vanter le changement et de dénoncer les salariés « conservateurs » et les sociétés « archaïques ». Cette monopolisation de l’idée de « révolution » par les classes dominantes est un moyen de priver d’alternative les sociétés, d’empêcher l’ouverture d’un autre avenir. Car cette fausse « révolution néolibérale » n’est que la répétition du même en pire. En France, des historiens comme François Furet ont cherché, au moment de la commémoration de la Révolution française (1989), à faire de cet événement historique l’effet d’une illusion dangereuse qu’il faudrait désormais éliminer. Nous serions, selon eux, condamnés à l’éternel présent du capitalisme. Heureusement, un auteur comme Cornelius Castoriadis a maintenu, contre l’air du temps, l’idée de la révolution comme réinstitution de la société, comme institution d’une société réellement différente. Il est essentiel que la gauche radicale défende à l’échelle mondiale un projet révolutionnaire démocratique adapté aux conditions contemporaines. Cette révolution prendra certainement des aspects inédits, elle ne sera pas la reproduction de 1789, de 1848 ou de 1917. La révolution est une invention collective, pas une répétition. C’est un processus mondial qui a déjà commencé plus qu’un événement qu’il faudrait attendre. Il nous faut ouvrir les yeux sur la solidarité qui rattache toutes les mobilisations les unes aux autres Il nous faut comprendre la forme nouvelle de la révolution du commun. C’est ce que nous essayons de faire dans notre dernier livre.